

Lyon, le 20 octobre 2017

Texte remis en séance du Conseil d'Administration des bailleurs sociaux du Rhône et lu par les administrateurs CSF représentants les locataires :

LE MODELE ECONOMIQUE ET CULTUREL DU LOGEMENT SOCIAL EN DANGER

Concernant le volet logement du **projet de loi finance** et ses impacts notamment vis-à-vis de l'APL, la CSF dénonce **la violence du gouvernement actuel**, qui cherche à démolir, en deux mois, un système de solidarité nationale mis en place en un siècle.

Face à cette attaque sans précédent de la part d'un gouvernement, le mouvement associatif, dont la CSF, s'est d'abord exprimé aux côtés des organismes HLM, en dénonçant l'impact de ces mesures sur la trésorerie des bailleurs sociaux. Cette baisse de moyens se traduira inévitablement par **la dégradation de la qualité du service rendu aux locataires**, des **capacités d'entretien** et de **réhabilitation des immeubles**, et des possibilités de **construction de logements neufs**.

Les mesures de ce projet **remettent en question tout le modèle économique et culturel du logement social**. Celles-ci obligent les bailleurs sociaux à **s'autofinancer** de plus en plus (vente des logements sociaux, économies de gestion, ...), et pensent répondre à la pénurie de logements réellement abordables en **réduisant le droit au maintien dans les lieux**.

Depuis plus de 20 ans, le **désengagement financier de l'Etat** a été la principale cause de production de logements sociaux dont **les loyers sont trop élevés** pour accueillir les publics auxquels ils sont normalement destinés.

Ce désengagement a entraîné deux conséquences graves :

- **la diminution du reste à vivre** des nouveaux locataires entrants, et donc **du pouvoir d'achat de ces ménages**
- **la relégation spatiale des ménages les plus pauvres** dans le parc HLM ancien ; seul susceptible de répondre aux réalités financières de ces familles !

Faut-il rappeler que la production du parc HLM ancien a été soutenue par une **réelle aide à la pierre accordée** par l'Etat jusqu'au début des années 90 ?

Ainsi, **le large mouvement unitaire de contestation**, inédit jusqu'à maintenant, et dont la CSF fait partie, ne peut se limiter à la simple riposte vis-à-vis de l'attaque au budget des organismes.

La CSF appelle à ce que la dynamique du mouvement unitaire porte plus loin vers la défense du modèle économique et culturel du logement social, et **notamment jusqu'à la reconquête du pouvoir d'achat des locataires** par la baisse des loyers, financée par une politique de relance de l'aide à la pierre.

En ce sens, la Confédération Syndicale des Familles de la Métropole de Lyon et du Rhône a interpellé l'ensemble des députés du Rhône et de la Métropole par courrier du 5 octobre 2017.

La CSF de la Métropole de Lyon et du Rhône.